

La carambouille des carabins caribéens

Ceux qui ne voient en Bolsonaro qu'un fasciste balourd, inculte et arrogant en seront pour leur frais. En annonçant que le programme Mais Medicos (Plus de médecins), concocté par le gouvernement de Dilma Rousseff et les autorités cubaines en 2013, se poursuivrait à la condition que ces dernières ne traitent plus leurs médecins comme des travailleurs esclaves, mais leur versent l'intégralité du salaire – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui – que le gouvernement brésilien paye pour leur travail au pays du positivisme, il est apparu plutôt madré et sans scrupules face aux courtiers en travailleurs de somme cubains.

Le Conseil de Sécurité des États-Unis a applaudi à l'annonce de cette décision. Cette déclaration a fortement irrité l'oligarchie bureaucratique cubaine qui, en réponse, a décidé de cesser sa participation à ce programme. Bolsonaro a déclaré que tous les médecins cubains qui souhaitaient rester au Brésil malgré la décision du gouvernement cubain auraient le statut de réfugiés politiques. Pour l'instant, sur les 8.332 médecins cubains qui exercent dans le pays, seuls 150 d'entre eux ont demandé à bénéficier de cette mesure. En même temps, avec la réduction de la dette d'étude, Bolsonaro a peut-être trouvé le moyen d'inciter les jeunes médecins brésiliens à remplacer les Cubains. À suivre...

Mais Medicos, plus de profit ?

Au Brésil, comme dans de nombreux pays, certaines régions sont des déserts médicaux. C'est en particulier le cas des périphéries des grandes villes, de l'Amazonie et des régions rurales déshéritées. Pour des raisons, assurent-ils, de sécurité, de déficit de structures médicales adéquates les empêchant d'exercer correctement leur travail, ou plus prosaïquement, de combler un insatiable désir d'enrichissement, les médecins refusent de s'y installer. Pourtant, les salaires mensuels offerts par le service public de santé correspondent à environ de 12 salaires minimum. Ce qui ne semble pas être suffisant pour des médecins dont le tropisme vers l'argent sonnait et trébuchant a du mal à se dissimuler derrière un humanisme de façade...

Cette pénurie de médecins est un problème fort ancien et qui prend – avec la dissémination de l'information via Internet – des proportions qui finissent par nuire à l'image des professionnels de la politique.

En pleine dictature militaire, en 1967, pour résoudre ce problème, la soldatesque au pouvoir édicta une loi qui est toujours en vigueur : tout professionnel de santé de sexe masculin – les femmes en étaient exclues – ayant terminé ses études et ayant moins de trente-huit ans doit exercer, pendant la durée d'un an, des services médicaux dans les régions où il y a carence de personnel de santé. Cette loi, bien évidemment, ne fut jamais appliquée. Il fut aisé pour ces jeunes issus majoritairement des bonnes familles de la bourgeoisie de trouver des prétextes légaux pour la contourner.

Lors de la campagne électorale de 2002, qui amena Lula à la présidence de la République, une de ses promesses consistait en ce que tous les Brésiliens auraient droit à la santé où qu'ils se trouvent dans le pays. De bonnes intentions, certes, mais en fait un véritable casse-tête à mettre en œuvre. Il lui était difficile, voire impossible – à moins de déclencher un *casus belli* avec la classe moyenne supérieure – d'obliger les tout jeunes médecins venant de terminer leurs études à effectuer cette année dans les déserts médicaux.

Et *Mais Medicos* vint

Il fallut attendre 2013 pour que le gouvernement Dilma Rousseff trouve une solution à ce problème récurrent. Un petit pays ami, Cuba en l'occurrence, pouvait-il aider le géant brésilien. Un paradoxe ?

Pas vraiment. Depuis de longues années, le gouvernement cubain avait fait de très gros efforts en matière de formation de professionnels de santé. L'économie de l'île caribéenne était en berne à cause du blocus imposé par les États-Unis et la chute de la consommation du tabac n'arrangeait en rien les affaires des « camarades » cubains.

Après mûre réflexion, les dirigeants caribéens firent l'hypothèse que le monde allait manquer de médecins. La santé est un bien précieux et onéreux. La plupart des gouvernants de la planète, qui prétendent sans vergogne agir pour le bien, le beau, le juste, n'hésitent pas à le mettre en exergue dans leurs discours électoraux. Mais en réalité, leur objectif est plutôt comment faire moins en faisant semblant de faire plus ? Une vraie quadrature du cercle.

Les Cubains firent donc un pari sur la santé, comme on mise sur une arme pour assurer son autodéfense. Ce qui allait leur permettre de contourner partiellement le blocus et leur apporter ces devises qui leur faisaient tant défaut... Accomplir cet exploit fut un fort joli pied de nez à l'arrogance étatsunienne !

Ils incitèrent vigoureusement de nombreux jeunes Cubains à entreprendre des études de médecine. La gratuité des études facilita la chose. Mais une fois leurs études terminées quel allait être leur avenir professionnel ? Trop nombreux pour exercer au pays, ils iraient, contre rétribution, suppléer les carences des pays frères.

Les études à Cuba donc sont gratuites. Enfin presque. Les jeunes carabins qui ont terminé leurs études doivent accomplir pendant plusieurs années des missions sanitaires dans des pays où le gouvernement cubain a passé des accords politiques et commerciaux. Comme dans tout système capitaliste – qu'il soit privé ou d'État – il faut payer les dettes qu'on a contractées. Les études, si elles sont gratuites, pour les Cubains, coûtent néanmoins cher (au Brésil, les jeunes appartenant aux classes populaires pauvres sont contraints, s'ils veulent étudier la médecine d'aller faire leurs études en Bolivie...). Donc, ces Cubains qui vont exercer à l'étranger

perçoivent une part – congrue – de ce qu’a négocié leur gouvernement. La proportion qui leur revient est d’environ un quart, le reste va gonfler le budget de l’État.

C’est ainsi qu’en 2013 fut signé le programme *Mais Medicos*. Le gouvernement de Dilma Rousseff avait calculé qu’il fallait environ 14.000 médecins pour qu’il n’y ait plus de déserts médicaux dans le pays. Pour les attirer, le ministère de la Santé leur proposa un salaire mensuel de 8.000 réals (le salaire minimum était à l’époque de 678 réals). Seuls 3.800 médecins brésiliens répondirent favorablement à l’incitation du pouvoir. Il en manquait encore près de 10.000. Le gouvernement décida alors de faire appel à des médecins étrangers. Pour éviter tout conflit avec les autorités médicales brésiliennes – l’AMB (l’Association médicale brésilienne) et le CFM (le Conseil fédéral de la médecine) – l’exercice de ces médecins fut soigneusement encadré. Pour stimuler les vocations mercenaires, le ministère de la Santé leur proposa 10.000 réals de salaire, supérieur donc à celui que recevaient les médecins brésiliens. De plus, les municipalités, où ces médecins allaient exercer, s’engageaient à leur offrir des avantages pécuniaires en matière de logement et d’alimentation. Des médecins portugais, argentins et espagnols souscrivirent à l’offre. Jusqu’alors ces embauches avaient été conclues directement par le ministère de la Santé qui examinait les candidatures des postulants.

Mais face au nombre insuffisant de postulants, le gouvernement de Dilma Rousseff entama une négociation avec le régime de Cuba qui aboutit à la venue de 8.332 médecins cubains. Ces médecins percevaient l’équivalent de 1.000 dollars et le complément (environ trois fois plus) allait enrichir le Trésor cubain.

Dans cet accord entre gouvernements, le ministère de la Santé et les organismes professionnels n’eurent pas grand-chose à dire, cela créa – comme c’était prévisible – de fortes tensions entre le gouvernement et le lobby des médecins brésiliens qui trouva l’appui d’une partie de l’opposition (PSDB). Le principal reproche qui fut fait à l’accord avec le pouvoir cubain, c’est qu’il retirait aux CRM (Conseils régionaux de médecine) la compétence en matière d’évaluation de la capacité professionnelle des médecins cubains exerçant dans leurs régions.

L’exécutif brésilien eut l’appui de l’OMS qui déclara que le programme *Mais Medicos* suivait ses recommandations en matière de santé publique. Au lieu de chercher une solution qui calmerait les esprits, il ne trouva rien de mieux à dire que les opposants à l’arrivée des médecins cubains étaient xénophobes...

Les affaires sont les affaires...

Cet accord représenta pour le gouvernement cubain un apport annuel d’environ 200 millions de dollars en devises. Cinq ans d’application de ce programme représentèrent la rondelette somme d’un milliard de dollars. Alors cette somme alla-t-elle grossir les coffres du Trésor cubain ? Pas vraiment ! Elle servit de fait au remboursement des investissements brésiliens à Cuba.

En 2010, les Cubains décidèrent de moderniser le port de Mariel (*bien connu de tous ceux qui fuyaient Cuba dans les années 1980, et qu’on nomma les “Marielitos”*). Ils firent appel à leurs camarades brésiliens. Ce fut la banque brésilienne BNDES (Banque nationale de développement économique et social) qui finança l’opération.

Est-ce un hasard, ou une contrepartie, toujours est-il que c’est l’entreprise brésilienne Odebrecht (fortement impliquée dans les affaires de corruption mises au jour dans le cadre de l’opération *lava jato*) qui obtint le marché pour la somme de 682 millions de dollars. En fait, nous avons là réunis tous les ingrédients

d'un tour de passe-passe : le Brésil "aidait" Cuba en étant certain que les investissements seraient remboursés par des opérations de coopération du style *Mais Medicos*. Comme quoi l'amitié politique trouve rapidement ses limites face aux intérêts économiques. Cette pratique n'est pas sans rappeler ce que faisait l'Union soviétique vis-à-vis des pays du Bloc socialiste (*en particulier avec les chantiers navals de Gdansk, en Pologne*).

De la démagogie du discours de Bolsonaro

L'illusion est donc parfaite tant du côté des gouvernements du PT que de Bolsonaro. Son discours pseudo-humaniste, n'est rien d'autre qu'une mise en harmonie avec le discours trumpiste. C'est pour cela que le Conseil de Sécurité des EUA a immédiatement fait l'éloge de la décision brésilienne. Décision qui démontre – si besoin était – l'inféodation du nouveau président à la politique étatsunienne. Mais ce que semble avoir oublié le nouveau président brésilien, c'est que son pays ne dispose pas des armes de rétorsion dont disposent les États-Unis...

Avec la fin du programme *Mais Medicos*, première version, ce sont 611 communes brésiliennes qui risquent de manquer de médecins. Pour y remédier, le nouveau ministre de la Santé a lancé un *Mais Medicos* nouvelle formule. Qui aurait obtenu un succès sans précédent : se présentèrent quatre fois plus de candidats que de postes disponibles ! Comment est-ce possible ? Le salaire mensuel proposé correspond toujours à 12 salaires minimum. Ce qui est toujours considéré comme peu attractif par les médecins ayant une bonne expérience professionnelle. Puisque les professionnels qualifiés n'en veulent pas, l'offre a été présentée aux jeunes médecins qui venaient de terminer leurs études. Pour les attirer, le ministère de la Santé a fait savoir aux postulants qu'aucune expérience en résidence ne serait exigée et bien évidemment qu'ils n'auraient pas besoin d'avoir une spécialité.

Mais un des responsables de l'Association médicale brésilienne (AMB) fit valoir que le facteur déterminant était que, le coût des études de médecine étant très élevé, de nombreux élèves ayant terminé leurs études se retrouvent très fortement endettés. Le gouvernement, pour rendre son offre alléchante, promet que les dettes des étudiants seraient fortement réduites en fonction du temps qu'ils passeraient dans le programme *Mais Medicos*. C'est ce qui explique son succès auprès des nouveaux médecins, tout en faisant taire les sceptiques.

Mais cette décision de réduire la dette étudiante risque de faire que le Fies, l'organisme qui finance les études, se trouve rapidement dans de graves difficultés économiques et limite de façon drastique les nombre d'élèves qui pourraient bénéficier de ce mode financement.

Le choix à courte vue de la politique du nouveau président ne devrait pas tarder à montrer ses limites et surtout mettre à mal le système public de santé.

L'ultralibéralisme, qui prône l'endettement qui profite à la finance plutôt que l'augmentation des revenus, ici comme ailleurs, est en marche. Les Brésiliens vont-ils trouver dans les armes de la critique le moyen de mettre à mal la politique qu'est en train de mettre en œuvre le président Bolsonaro sans tomber pour autant dans l'assistencialisme à la sauce PT.

Lampião

Brésil - 2 décembre 2018